

La transnationale du crime



Par: Guillermo Alvarado

La dite Opération Condor a été la manière la plus néfaste de coopération internationale qui ait existé, a assuré la professeure d'université et chercheuses italienne Francesca Lessa, qui a consacré de longues années à l'étude des détails de cette espèce de transnationale du crime parrainée par les États-Unis.

Bien que l'on considère que le Chili, l'Argentine, l'Uruguay, la Bolivie, le Brésil et le Paraguay ont été les participants à ces actions d'extermination et de disparition de militants et de leaders de la gauche, en réalité ses tentacules se sont étendus à beaucoup plus de pays y compris d'Amérique Centrale.

L'on sait, par exemple, que des militaires argentins ont encadré et entraîné ses homologues guatémaltèques dans des tactiques de lutte contre la guérilla urbaine, tactiques qui ont conduit à l'assassinat de dizaines de combattants et au démantèlement de plusieurs structures dans la capitale et d'autres villes de ce pays durant 1981.

Bien que l'on estime que l'Opération Condor est une coordination destinée à la répression sans frontières qui a commencé vers la fin des années 70 et 80 du siècle dernier, Lessa signale qu'au moins une décennie avant il y avait déjà des échanges d'information entre des appareils d'intelligence dans la région.

Même plusieurs de ces tactiques ont été utilisées contre des exilés brésiliens en Uruguay après le coup d'état de 1964.

Un facteur décisif dans son développement a été l'imposition de la doctrine de sécurité nationale des États-Unis, qui a inclus l'encadrement de certains d'officiers à l'École des Amériques ou dans des installations situées en territoire étasunien dont à Fort Bragg, entre autres.

Il y a eu aussi « des cours à domicile » dont ceux sur la torture, donnés par l'agent de la CIA, Dan Mitrione.

Francesca Lessa a raconté au quotidien Página 12 que son travail lui a permis d'identifier 763 victimes de cette coordination répressive et elle a assisté pendant des années aux procès ouverts en Argentine contre plusieurs des coupables.

Elle n'a pas pu faire de même en Uruguay car elle a été menacée de mort en 2017 par le Commando Barneix, un appareil clandestin d'extrême-droite qui harcèle des juges, des témoins et des journalistes pour empêcher que justice soit faite.

Ce groupe, preuve claire que les griffes du condor n'ont pas disparu, a été créé après la mort du général uruguayen Pedro Barneix, qui s'est suicidé après avoir été jugé pour de graves violations des droits humains.

Jusqu'à présent l'Argentine est le pays qui a enquêté avec plus de sérieux les exactions commises par les armées et les policiers régionaux. Au Chili et en Uruguay il y a eu quelques procès, mais avec une vision très locale.

Il reste plus de questions que des réponses sur l'Opération Condor et des milliers de descendants de ses victimes attendent toujours la vérité sur les coupables et le châtement exemplaire.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/230026-la-transnationale-du-crime>



Radio Habana Cuba